



Laurent Berger
Secrétaire général de la CFDT

© DR

Comment envisager la France dans le futur ?

Secrétaire général de la CFDT et auteur de « *Quelle société veut-on ?* », Laurent Berger revient sur les grands enjeux d'avenir de notre pays à l'approche de l'élection présidentielle. Une occasion de repenser notre manière de vivre ensemble.

Union Sociale: Selon l'écrivain Sylvain Tesson, la France est un paradis peuplé d'individus qui se croient en enfer. Que pensez-vous de ce constat ?

Laurent Berger: Je crois que ce constat est très décalé, au regard de la situation que vivent des milliers de Français. Notre pays fait partie des plus riches de la planète, mais cela ne l'empêche pas de compter dix millions de personnes en situation de pauvreté et cela soulève bien évidemment la question des inégalités. Plus généralement, je crois que de plus en plus, notre pays doute de sa capacité à agir

collectivement. Deux domaines sont suffisamment mobilisateurs pour susciter cet élan commun: la question écologique et l'évolution de notre modèle social. Une des pistes d'action pour tenter d'atténuer les fractures qui fragilisent notre société est de recréer des solidarités et sans doute également de repenser notre mode de développement.

Union Sociale: Votre dernier ouvrage évoque une confiance dans les « élites », entendues au sens large, qui s'est perdue. Comment retrouver cette confiance ?

Laurent Berger: Je ne sais pas vraiment ce qui se cache derrière ce terme d'« élite », mais il est évident que nos institutions démocratiques sont la cible d'une certaine défiance et que celle-ci s'est sans doute aggravée ces dernières années. Les citoyens ont soif de participation. Beaucoup d'entre eux ne se sentent pas représentés. Il faut donner la possibilité à chacun d'entre nous, quelles que soient ses difficultés, de pouvoir faire entendre sa voix sur les sujets écologiques et sociaux que j'évoquais plus haut. Si l'on donne aux personnes, la possibilité de participer à l'élaboration d'un véritable projet de société,

alors ils se mobiliseront. Ces espaces d'expression existent, mais ce sont à mon sens, les sujets évoqués dans ces espaces qui ne sont pas assez mobilisateurs. Il faut également tenter de promouvoir, chez nos représentants, une éthique de responsabilité et de vérité car il n'y a rien de pire sur le plan de la cohésion sociale, que des promesses qui ne sont pas tenues.

Union Sociale : Vous soulignez également que nous vivons de plus en plus à l'heure des opinions fragmentées. Comment retrouver un certain consensus et surtout des objectifs communs ?

Laurent Berger : Nous vivons dans une société d'opinion et d'intérêts divergents, dans laquelle celui qui ne pense pas comme vous est facilement perçu comme un ennemi. Il est temps de réinstaurer un cadre démocratique apaisé dans lequel le fait de débattre n'est pas plus perçu comme une simple opposition, mais comme un moyen d'enrichir la démocratie et de déboucher sur des accords et des compromis. Mais pour retrouver ce cadre apaisé, il convient sans doute de faire évoluer nos pratiques associatives en redonnant aux citoyens la conviction qu'ils peuvent peser sur les choix de notre pays. La démarche doit reposer sur une dose de démocratie représentative dont nous avons fondamentalement besoin, d'une plus grande place donnée à la participation citoyenne qui doit pouvoir contribuer et interpeller les élus si nécessaire, mais aussi sur un renforcement de notre démocratie sociale,

susceptible de déboucher sur des compromis, qui permettront de mobiliser la société dans son ensemble autour d'objectifs communs.

Union Sociale : À la suite de la crise sanitaire, êtes-vous optimiste sur le fameux monde d'après, ou craignez-vous l'expression de colères nouvelles ?

Laurent Berger : Mon rôle n'est pas d'être optimiste ou pessimiste mais bien de proposer des solutions pour un avenir souhaitable. Dans le cadre de la crise inédite que nous traversons, nous voyons bien qu'un certain nombre de sujets touchant des secteurs divers comme la science, le numérique ou l'écologie, se pose avec une acuité particulière. Face à toutes ces évolutions, la société est un peu déboussolée et sans doute en quête de sens. Il nous appartient aujourd'hui de faire de ce point de bascule, un cercle vertueux qui tiendrait compte des préoccupations sociales, économiques et environnementales de notre pays. Je n'ai jamais fait partie des personnes qui croyaient au grand soir et je sais que cette évolution prendra du temps, mais avec cette crise, nous avons là une occasion unique d'envisager ensemble un autre modèle de développement.

Union Sociale : La crise nous a fait prendre conscience que certains métiers, pourtant essentiels, étaient très peu valorisés et peu attractifs. Comment leur redonner la place qu'ils méritent ?



© Michel Le Moine

« Nous vivons dans une société d'opinion et d'intérêts divergents, dans laquelle celui qui ne pense pas comme vous est facilement perçu comme un ennemi. »

Laurent Berger : Les deux années écoulées ont mis dans la lumière toutes ces professions si mal considérées et pourtant fondamentales pour le fonctionnement de notre pays. Pour redonner à tous ces professionnels la place qu'ils méritent, un effort considérable doit être réalisé en matière de rémunération, mais cela ne suffira pas. Il convient également de favoriser de meilleures conditions de travail, de changer le regard que porte la société sur ces professions. Une réflexion doit être aussi menée pour favoriser les parcours, car comment voulez-vous fidéliser les personnels si vous ne permettez pas à tous ces salariés d'un jour évoluer ? Sur ce sujet, la balle est dans le camp des employeurs. Cette question de la revalorisation de tous ces métiers du soin et du lien mérite un investissement particulier, car ils sont durables et non « délocalisables », contrairement à bien des professions, notamment dans le numérique, qui sont sans doute appelées à disparaître à mesure des progrès technologiques.

Union Sociale : Nous vivons à une époque d'accélération de l'histoire, de mutations diverses et de progrès technologiques. Comment réguler toutes ces transformations qui parfois semblent nous dépasser ?

Qui est-il ?

Secrétaire général de la CFDT depuis 2012, **Laurent Berger** est titulaire d'une maîtrise d'histoire-géographie. Il s'est très tôt engagé au service des plus fragiles et de la cause syndicale. Laurent Berger préside depuis mai 2019 la Confédération européenne des syndicats. Il est également l'auteur de plusieurs ouvrages dont : *Permis de construire*, Tallandier, 2015 ou encore *Réinventer le progrès*, Les Petits Matins, 2016



© Michel Le Moine

« *Nous traversons une période d'accélération de l'histoire, avec le sentiment chez les citoyens d'avoir de moins en moins la main sur cet environnement en pleine mutation qui bouscule nos valeurs communes.* »

▷ **Laurent Berger:** Il est vrai que nous traversons une période d'accélération de l'histoire, avec le sentiment chez les citoyens d'avoir de moins en moins la main sur cet environnement en pleine mutation qui bouscule nos valeurs communes. Dès lors, il est nécessaire de réguler toutes ces transformations et de permettre à tous de bénéficier de ces progrès de manière directe ou indirecte. Une des premières pistes est la taxation des GAFAs car ils génèrent des bénéfices considérables et échappent la plupart du temps aux impôts dans les États dans lesquels ils sont installés. Il ne serait pas inutile également d'envisager à nouveau de soumettre

les entreprises qui polluent le plus à une taxe carbone. Mais plus globalement, il convient de réfléchir à des instances susceptibles de fixer des règles communes et de les faire appliquer pour éviter les dérives. Bien souvent décriée, l'Union européenne apparaît comme l'institution qui serait la plus à même d'assumer ce rôle, mais encore faut-il lui en donner les moyens.

Union Sociale: Notre modèle social, basé sur le travail et le plein-emploi, est-il toujours adapté à la situation de notre société? Comment doit-il évoluer?

Laurent Berger: Il est certain que notre système de protection sociale doit changer pour s'adapter aux évolutions de notre société, que ce soit sur le plan du travail, avec des parcours professionnels de moins en moins linéaires, ou sur celui de la famille, dont la structure ne cesse de changer. Une des premières priorités est de façonner un système qui permet l'accompagnement des personnes les plus fragiles et pas simplement un guichet qui distribue des prestations ou des allocations. Il serait bon également

de repenser son système de financement en ne le faisant pas uniquement reposer sur le travail, mais également sur le capital des entreprises, par exemple, car il est encore source d'inégalités. Toutes ces pistes méritent d'être explorées et j'espère qu'elles seront discutées à l'occasion de l'élection présidentielle.

Union Sociale: Le défi écologique est également majeur, mais est-il compatible avec les préoccupations sociales de notre pays ?

Laurent Berger: Je crois que ce sujet sera largement abordé lors du prochain Congrès de l'Uniopss, mais selon moi, il ne faut surtout pas opposer la fin de mois et la fin du monde. La démarche que nous menons au sein du Pacte du pouvoir de vivre et qui a été présentée en novembre, prouve que ces deux objectifs sont parfaitement compatibles à partir du moment où l'on se situe dans une réflexion globale autour de notre modèle productif, qui soit à la fois respectueux de l'environnement, mais aussi soucieux de lutter contre les inégalités.

Propos recueillis par Antoine Janbon

Repenser notre avenir collectif

Alors que la société semble en perte de sens, bien souvent bousculée par des transformations profondes qui la dépassent, alors que notre démocratie est à bout de souffle et la France de plus en plus fragmentée, minée par les inégalités, " *Quelle société veut-on ?* ", le dernier ouvrage de Laurent Berger, apparaît comme un repère, une occasion de repenser notre manière de vivre ensemble, en permettant à chacun d'entre nous de faire entendre sa voix, d'aborder sous un angle différent notre modèle de développement, en conciliant la nécessaire préservation de l'environnement avec la protection sociale des plus fragiles. Laurent Berger milite comme à son habitude pour la réinstauration d'un cadre

démocratique apaisé qui privilégie le dialogue plutôt que le conflit, un modèle dans lequel la lutte contre les inégalités deviendrait une véritable priorité, avec comme point d'appui un système de protection sociale renouvelée, plus efficient et surtout plus adapté aux réalités socio-démographiques de notre pays. Bref, un ouvrage en forme de plaidoyer qui mérite d'être largement partagé et discuté, alors les Français s'appêtent à désigner leur futur président de la République.

Pour plus d'informations : *Quelle société veut-on ?* Dialogue avec Denis Lafay, éditions de l'aube, août 2021, 115 pages.